

que nous, les Terre-Neuviens, ayons toujours eu tant de choses en commun avec nos voisins dans la nouvelle fédération. Pendant des années, nous avons eu à subir les conséquences, les misères et les difficultés qui résultent de toute économie reposant sur une seule industrie. Nous ressemblons aussi quelque peu à nos voisins des Antilles, parce qu'une grande partie de nos échanges s'effectuent en raison de notre situation géographique.

Je ne puis m'empêcher d'être frappé par les données statistiques que j'ai relevées au cours de mes recherches, et surtout celles qui se rapportent au poisson salé. De tout le poisson que le Canada a exporté en 1957, 3.4 p. 100 est allé à la Jamaïque, qui, incidemment, compte plus de la moitié de la population de la nouvelle fédération. Les neuf autres îles sont petites en comparaison, en étendue et en population. Mes chiffres ont donc pour la plupart, trait à la Jamaïque. Sur l'ensemble des exportations de 1957,—je crois que ce chiffre a déjà été cité à plusieurs reprises,—6 p. 100 sont allées aux Antilles anglaises. J'oserais dire que ces 6 p. 100 provenaient surtout de Terre-Neuve et de Nouvelle-Écosse.

Un des aspects intéressants du projet de résolution dont nous sommes saisis c'est qu'il recommande au gouvernement d'étudier l'opportunité d'établir une zone de libre-échange entre le Canada et les Antilles. C'est très important pour les provinces de l'Atlantique, qui se débattent depuis si longtemps avec de nombreux et grands problèmes. J'ai écouté avec intérêt ce qu'a dit le député de Queens (M. Macquarrie), qui voudrait qu'on établisse pour la région des Caraïbes un plan comme celui de Colombo. Même si je ne m'y connais pas beaucoup, je trouve que cette proposition a du bon, à bien des égards. J'espère qu'un de ces jours on examinera cette proposition. C'est peut-être parce que l'industrie du poisson salé est si importante que nous, de ce côté-ci de la Chambre, nous nous sommes préoccupés des problèmes qui se posent à ce secteur important de l'économie des provinces de l'Atlantique, la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve surtout.

Je dirai que ce projet de résolution mérite d'être examiné attentivement par les députés. J'espère qu'au cours du débat qui va suivre les orateurs ne se laisseront pas influencer par des considérations de parti, afin que nous tirions le plus grand parti possible de cette proposition utile.

M. R. M. J. McCleave (Halifax): Monsieur l'Orateur, je commencerai par examiner de façon générale l'idée que les habitants de nos deux pays, les Antillais et les Canadiens, se font les uns des autres. Je pense que, à

un certain temps de l'année, les uns et les autres sont portés à considérer l'autre pays comme un paradis, surtout quand nous sommes sous l'emprise de l'hiver et que nous songeons au climat ensoleillé du sud, alors que les Antillais, qui jouissent d'un si beau temps, sont portés à considérer le Canada comme l'endroit où ils aimeraient vivre.

Comme l'a dit le préopinant, l'un des désavantages qu'il y a à participer au présent débat, c'est que tout le monde semble avoir lu l'excellent ouvrage qu'a publié l'université Mount Allison, de Sackville, (N.-B.) sous le titre *le Canada et la Fédération des Antilles anglaises*, à la suite d'une réunion d'étude portant sur le Canada et la Fédération des Antilles anglaises, en août dernier. Cette réunion était effectivement convoquée sous le titre de: "Réunion d'été 1957 de Mount Allison, le Canada et la Fédération des Antilles anglaises." J'ai été stupéfait de voir le motionnaire de la proposition de résolution, le député d'Ottawa-Ouest (M. McIlraith), commencer par une citation de sir Grantley Adams, qui était à l'époque premier ministre de la Barbade et qui est maintenant premier ministre de la fédération. Quand il a dit: Je cite de la page 36, j'ai commencé moi-même à dire "Mais nous sommes tout à fait persuadés...", et l'honorable député d'Ottawa-Ouest a dit "Mais nous sommes tout à fait persuadés...", et ainsi de suite. L'honorable député a omis de donner toute la citation et je pense qu'elle pourrait intéresser la Chambre. Par conséquent, je n'hésite pas à lire environ 75 ou 100 mots de cette citation:

Cependant, nous sommes tout à fait persuadés que tout notre avenir dépend des plus étroites relations avec le dominion du Canada. Nous avons déjà adopté des résolutions à certaines de nos réunions fédérales et nous avons l'intention d'envoyer d'ici peu des députations à Ottawa. Nous sommes déjà bien décidés à examiner les possibilités d'accroître le commerce et l'immigration. Bien entendu, nous maintiendrons avec le Canada les liens culturels qui existent depuis si longtemps. Quand j'étais encore jeune, je crois que nous comptons parmi nos docteurs plus de diplômés de McGill que de toute autre partie du monde. Notre jeunesse va étudier dans les collèges et universités du Canada et nous voulons que ces liens se resserrent et s'intensifient. En cela, je ne vous flatte pas, je ne le dis pas parce que je m'adresse à un auditoire canadien, mais je dis quand même que notre réussite future tiendra à la plus étroite compréhension entre les Antilles anglaises et le Canada. Nous ferons de notre mieux pour contribuer le plus possible à nos avantages mutuels et nous comptons bien que ce grand dominion en fera autant pour les Antilles anglaises.

Je rappelle que ce sont des paroles prononcées par sir Grantley Adams, en sa qualité de premier ministre de la Barbade, en août dernier, à la réunion d'été de l'Université de Mount Allison. J'ai écouté avec grand